

Unité départementale du Loiret
DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DERET LOGISTIQUE (VERGERS)

580 rue du Champ Rouge
ZAC des Vergers
45770 Saran

Références : 572/2025
Code AIOT : 0010004771

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement DERET LOGISTIQUE (VERGERS) implanté 580 rue du Champ Rouge Zone Pôle 45 45770 Saran. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERET LOGISTIQUE (VERGERS)
- 580 rue du Champ Rouge Zone Pôle 45 45770 Saran
- Code AIOT : 0010004771
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site des Vergers, exploité par la société DERET, est autorisé par arrêté préfectoral du 02/11/2000. Un arrêté préfectoral complémentaire du 10/01/2006 est également opposable à cet établissement. Cet établissement est une plateforme logistique dont les activités sont le stockage de produits cosmétiques, de vêtements et de chaussures.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Système d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 annexe II	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Gestion des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 02/11/2000, article Art. 4.3	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Etude des flux thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyen de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/11/2000, article Art. 7.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Liste des substances	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	recherchées et milieux associés	Annexe II – point 23		
7	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité et vérification du système d'extinction incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 23/08/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Art. 4 APC 10/01/2006</p> <p>L'ensemble des bâtiments est protégé par une installation d'extinction automatique d'incendie conçue, réalisée et entretenue conformément à la règle R1 de l'APSAAD, et notamment aux préconisations spéciales relatives au risque spécifique constitué par la présence de boîtiers générateurs d'aérosols dans les cellules H1, J2 et J3 définies à partir du référentiel NFPA et validées par le CNPP.</p> <p>Cette conformité est justifiée par le certificat N1, délivré par le CNPP.</p> <p>L'installation d'extinction automatique d'incendie est vérifiée semestriellement, conformément aux modalités prévues par la règle R1. Les rapports de vérification correspondants, dénommés</p>

QT, sont conservés sur site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Constat de la visite précédente : l'exploitant ne justifie pas de l'efficacité du système d'extinction incendie suites aux modifications apportées aux installations et notamment à la cellule I1.

Par courriel du 16/07/25, l'exploitant fournit un Q1 daté du 19-22/01/2025. Le rapport ne relève aucun point de non-conformité avec risque de mise en échec de l'installation de protection incendie.

Cependant, ce n'est pas l'attendu dans le présent constat.

Lorsque la zone robotisée a vu le jour en 2019 dans la cellule I1, aucun document n'a été produit pour justifier que le sprinklage en place était suffisant au vu de la modification effectuée. L'inspection des installations classées se pose la question notamment vis à vis des batteries lithium contenues dans les robots.

L'attendu est a minima un certificat N1 de l'installation d'extinction automatique incendie comprenant ces modifications ou un document d'un organisme agréé qui certifie que le système d'extinction automatique est toujours correctement dimensionné.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique ne pas avoir d'obligation réglementaire sur l'adaptation du système d'extinction incendie à la robotisation mise en place. L'exploitant explique que, lors des contrôles Q1, la conformité de la robotisation est bien vérifiée mais n'est pas explicitement mentionnée dans les rapports. Il précise également qu'un contrôle de l'assureur a eu lieu durant l'été 2025, au cours duquel la robotisation a également été vérifiée. En l'absence d'anomalie, cet élément n'a pas été mentionné dans le rapport correspondant.

Lors de la visite, l'inspection a toutefois constaté que l'espace de charge des robots est à découvert et qu'aucun obstacle n'est présent entre le système de sprinklage et les robots.

L'exploitant s'est engagé à se rapprocher du prestataire en charge des vérifications Q1 afin que la conformité de la robotisation vis-à-vis du sprinklage soit explicitement mentionnée dans le prochain rapport, prévu en janvier 2026.

Constat : l'écart est maintenu dans l'attente de la transmission d'un rapport Q1 mentionnant explicitement que le système d'extinction automatique incendie (EAI) est adapté à la présence de robots lithium-ion situés en contrebas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les justificatifs attendus sont a minima un certificat de conformité attestant que le système d'extinction automatique incendie est conçu et adapté aux configurations de stockage, à la présence de convoyeurs et à la zone robotisée selon le référentiel reconnu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Moyen de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2000, article Art. 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens en eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/08/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 7.4 [...] Les besoins en eau en cas d'incendie devront être assurés au moyen d'hydrants conformes aux normes françaises en vigueur, susceptibles de fournir un débit de 3000 l/mn chacun (180 m3/h), sous une pression dynamique de 1 bar environ [...] La défense extérieure contre l'incendie est complétée par un bassin de 2000 m³ de capacité nominal issu du bassin d'orage de la ZAC des Vergers et disposant de son propre accès. Celui ci devra répondre aux caractéristiques ci dessous. En tout temps, l'aire de stationnement des engins d'incendie doit être utilisable (voirie lourde) et non utilisée à d'autres usages. Collecteur d'aspirations : - le collecteur se présentera sous forme d'une canalisation de réparation diamètre 200mm muni de 4 demi raccords de DN 100 et raccordé en son centre et perpendiculairement par une ligne d'aspiration DN 200, l'ensemble formant un T [...]</p> <p>Art.2 APC 20/06/2012 Mise à jour de l'EDD [...] De plus, la société DERET LOGISTIQUE traite ou développe les points suivants : - calculs des besoins en eau en cas d'incendie et justification de la disponibilité des débits d'eau ainsi calculés, [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite précédente : L'exploitant n'est pas en mesure de satisfaire les besoins en eau du site ni à partir des poteaux incendie ni à partir du bassin de la ZAC des Vergers.</i></p> <p>Afin de régulariser sa situation, l'exploitant a réalisé un dossier de porter à connaissance le</p>

20/10/2025, visant notamment à actualiser le dimensionnement des besoins en eaux du site.

Le porter à connaissance actualise le dimensionnement des besoins en eau, qui est de 150m³/h selon lui.

Besoin en eau :

Après analyse du dossier de porter-à-connaissance, l'inspection constate que le calcul D9 présenté par l'exploitant est erroné. En effet, le coefficient appliqué au dispositif d'alarme incendie (DAI) est de -0,1 et non -0,2 ; les mesures relatives au DAI et à la télésurveillance ne doivent pas être cumulée. Enfin, la catégorie de risque à retenir est la catégorie 3 et non la catégorie 2 du fait de stockage de liquides inflammables, ce qui implique l'application d'un coefficient multiplicateur de 2 et non de 1,5.

Après calcul de l'inspection, le besoin en eau est d'un débit de 240 m³/h pendant une durée de 2 heures, soit un volume total de 480 m³.

Moyens de défense incendie :

Le dossier de porter à connaissance énonce les moyens de défense incendie du site des Vergers. Ceux-ci se présentent de la manière suivante :

- Des poteaux incendie privés sur le site
- Un bassin de ZAC
- Possiblement des poteaux incendie surpressés du site voisin.

Poteaux incendie privés :

Le site est équipé d'un réseau de cinq poteaux incendie privés, alimentés par le réseau public. Ces poteaux incendie font l'objet de tests annuels, et leur débit unitaire est conforme à l'arrêté préfectoral du 02/11/2000. Toutefois, un essai de débit simultané sur trois poteaux a mis en évidence :

- une absence de débit sur le poteau n° 314 ;
- un débit cumulé de 90 m³/h sur les poteaux n° 316 et 317.

Au vu des débits cumulés fournis, l'exploitant juge nécessaire de compléter les moyens en eau du site.

Bassin de ZAC :

La ressource en eau de la ZAC a été vérifiée auprès du SDIS et d'Orléans Métropole. Elle est située à environ 450 mètres du site et son volume est actuellement estimé à 480 m³, alors que l'arrêté préfectoral prévoit une réserve de 2 000 m³.

Le bassin de la ZAC ne constitue pas la réserve principale d'eau destinée à l'extinction des incendies du site. Toutefois, l'exploitant doit être en mesure de préciser le volume disponible de cette ressource ainsi que son caractère fonctionnel en cas de sollicitation.

Poteaux incendie surpressés :

Cette ressource est complétée par deux poteaux incendie surpressés situés sur le site de Champ Rouge. Chacun de ces poteaux délivre un débit de 120 m³/h et dispose d'une réserve associée de 1 400 m³. L'exploitant indique qu'un projet de convention entre les deux sites est actuellement en cours de rédaction. Il a transmis à l'inspection la convention. Les deux poteaux sont implantés à une distance respective de 50 m et 175 m de la cellule la plus proche du site des Vergers (cellule J4).

L'exploitant doit rester vigilant quant à l'accessibilité des poteaux incendie par le SDIS ainsi qu'à la possibilité de déployer les moyens de lutte contre l'incendie depuis le site de Champ Rouge vers le site des Vergers. Par ailleurs, l'inspection rappelle que les distances d'accès aux poteaux incendie du site de Champ Rouge doivent être mesurées par voie carrossable et non à vol d'oiseau. Dans ce contexte, les distances à considérer sont respectivement d'environ 55 m et 200 m.

Enfin, l'exploitant devra justifier la réalisation d'un essai simultané sur deux poteaux incendie du site de Champ Rouge afin de démontrer l'atteinte d'un débit de 120 m³/h sur 2 poteaux.

Ainsi, la ressource totale en eau disponible autour du site des Vergers est de : 480 m³ + (2 × 120 m³) × 2h + 90 m³ × 2h, soit un total de 1 140 m³ pendant 2h, pour un besoin en eau incendie évalué à 480 m³ pendant 2h.

Les moyens de défense incendie sont suffisants pour des besoins de 480 m³, l'écart est levé. Cependant l'exploitant doit détailler, dans son plan de défense contre l'incendie, les moyens de défense extérieure contre l'incendie dont il dispose et qui sont opérationnels afin de permettre au SDIS d'assurer une gestion rapide et efficace d'un sinistre de l'entrepôt des Vergers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit expliquer pourquoi le bassin de 2000m³ de la ZAC et de ses collecteurs d'aspiration ont une réserve actuelle estimée à 480 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2000, article Art. 4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/08/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les eaux d'extinction susceptibles d'être polluées seront prioritairement confinées sur des aires de rétention étanches suffisamment dimensionnées.</p> <p>Art.2 APC 20/06/2012 Mise à jour de l'EDD</p> <p>[...] De plus, la société DERET LOGISTIQUE traite ou développe les points suivants : [...] - adéquation des volumes de rétention disponibles sur le site au regard des débits d'eau susmentionnés et modalités de mise en œuvre des dispositifs permettant le confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie, [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite précédente : les données présentées par l'exploitant ne permettent pas de justifier du bon dimensionnement des rétentions étanches pour confiner les eaux d'extinction susceptibles d'être polluées.</i></p> <p>A date de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du bon dimensionnement des rétentions étanches pour confiner les eaux d'extinction susceptibles d'être polluées.</p> <p>Constat : L'écart et le point 1 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/08/2025 sont maintenus.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant a réalisé un dossier de porter à connaissance le 20/10/2025. Ce document comprend une détermination du volume nécessaire au confinement des eaux incendie D9A actualisée. Cette étude est actuellement en cours d'instruction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article Art. 6.III
Thème(s) : Situation administrative, ESP
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/08/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite précédente : l'exploitant ne tient pas à disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements sous pressions présents sur son site.</i></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son tableau de gestion des équipements sous pression (ESP). Le site des Vergers est équipé de quatre pompes à chaleur, mises en service en septembre 2023. La prochaine inspection périodique est prévue en 2027.</p> <p>Les équipements de climatisation sont la propriété de la société DERET, il en est donc bien l'exploitant au sens de la réglementation des équipements sous pression.</p> <p>Constat : l'écart de la visite précédente est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etude des flux thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Etudes des flux thermiques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/08/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite précédente : les modélisations présentées par l'exploitant comprennent des données erronées ou non justifiées qui ne permettent pas de déterminer correctement les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m².</i></p> <p>A date de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de modélisations permettant de déterminer correctement les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m².</p> <p>Constat : L'écart et le point 2 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 01/08/2025 sont maintenus.</p> <p>Afin de répondre à l'écart constaté, l'exploitant a réalisé un dossier de porter à connaissance le 20/10/2025. Ce document comprend une étude actualisée des flux thermiques. Cette étude est actuellement en cours d'instruction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>
<p>N° 6 : Liste des substances recherchées et milieux associés</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23</p>

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu PDI
Prescription contrôlée : [...] Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] Constats : Bien que non applicable à cette installation puisqu'elle relève de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510, l'exploitant dispose d'un Plan de Prélèvements Environnementaux Post Incident qui explicite la liste des substances recherchées et milieux associés. Ce plan est daté du 23/05/2025. La justification du choix de la substance et du milieu où la rechercher figure à la suite de l'inventaire des produits stockés. Ce plan mentionne : "Les composés à mesurer (annexe 5) ont été choisis à l'aide des guides en vigueur à la date de rédaction du document et des composés présents sur site." Pas d'écart constaté. Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu PDI
Prescription contrôlée : [...] Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : -les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ; -les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à

disposition de l'inspection des installations classées.
[...]

Constats :

Bien que non applicable à cette installation puisqu'elle relève de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510, l'exploitant a transmis le Plan de Prélèvements Environnementaux Post-Incident, daté du 23/05/2025.

Ce plan présente la liste des points de prélèvement définis en fonction des scénarios d'incident envisagés. Ces scénarios sont établis notamment au regard :

- de la rose des vents,
- de la proximité du site avec les zones urbanisées,
- ou de l'absence de vents dominants.

Le document précise également, pour chaque milieu concerné (air ambiant, sols, végétaux, eaux et surfaces), les substances à analyser ainsi que les méthodes de prélèvement associées. Il inclut la liste des équipements nécessaires et les protocoles de prélèvement correspondants, détaillés par substance et par milieu.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un test de l'astreinte environnementale a été réalisé le 06/10/2025, afin de vérifier son bon fonctionnement. Il a également précisé qu'un exercice de défense contre l'incendie, incluant un test de l'astreinte environnementale, est programmé le 05/02/2026.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite